



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,  
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI  
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 1418/2012 du 31 mai 2012

**renouvelant l'agrément de la société AUTO CASSE CHANEL pour l'exploitation de son installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage sise à FRAIZE**

**Agrément n° PR 88 00005 D**

La Préfète des Vosges,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre Nationale du Mérite,

- Vu le Règlement n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- Vu le Code de l'Environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;
- Vu l'article R. 131-1 et suivants du Code de l'Environnement relatif à l'ADEME ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;
- Vu le décret n° 2011-153 du 04 février 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion des véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- Vu le décret n° 2003-727 du 1<sup>er</sup> août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 12 ;
- Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;
- Vu l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2659/2003 en date du 26 août 2003 autorisant la Société AUTO CASSE CHANEL à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage dans son établissement situé sur le territoire de la commune de FRAIZE ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1550/2006 du 20 juin 2006 agréant l'entreprise AUTO CASSE CHANEL pour l'exploitation de son installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage sise à FRAIZE ;
- Vu la demande de renouvellement d'agrément de l'entreprise AUTO CASSE CHANEL à FRAIZE, en vue de poursuivre le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, transmise le 30 janvier 2012 à l'inspection par Madame la Préfète ;
- Vu l'avis de l'inspection des installations classées en date du 19 avril 2012 ;
- Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 22 mai 2012 ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX  
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

Retrouvez les horaires et modalités d'accueil des services sur <http://www.vosges.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal : 03 29 69 88 89

Vu le courrier du 30 mai 2012 par lequel l'exploitant indique n'avoir aucune observation à formuler ;

Considérant que la demande de renouvellement d'agrément transmise le 30 janvier 2012 par l'entreprise AUTO CASSE CHANEL comporte les pièces demandées par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

### **Arrête**

**Article 1** - l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1550/2006 du 20 juin 2006 agréant l'entreprise AUTO CASSE CHANEL pour l'exploitation de son installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage sise à FRAIZE est abrogé à compter du 21 juin 2012.

**Article 2** - La société AUTO CASSE CHANEL à FRAIZE est agréée pour effectuer le stockage, le démontage et la dépollution de véhicules hors d'usage.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter du 21 juin 2012.

**Article 3** - La société AUTO CASSE CHANEL à FRAIZE est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 2 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

**Article 4** - Les articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2659/2003 du 26 août 2003 sont complétés comme suit :

*« Article 8.1 - Le demandeur tient en sus un registre de police.*

*Article 10.1 - Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.*

*Article 10.2 - Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.*

*Article 10.3 - Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.*

*Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.*

*Les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation. Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.*

*Article 10.4 - Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles 10.1 et 10.2, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déver-*

*sements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ».*

**Article 5** - La société AUTO CASSE CHANEL à FRAIZE est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

**Article 6** - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges et dont une ampliation est notifiée à :

Monsieur André CHANEL, dirigeant de l'entreprise AUTO CASSE CHANEL à FRAIZE

Adresse : 12 ruelle Demennemey ZI de la Gare 88230 FRAIZE.

Epinal, le 31 MAI 2012

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

Vincent BERTON

*Délais et voies de recours : Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L. 514-6 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).*

## CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° Agrément n° PR 88 00005 D

1° Afin de réduire toute incidence négative sur l'environnement, les opérations suivantes sont réalisées avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigels et de freins, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour le réemploi des parties de véhicule concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R. 318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2° Les éléments suivants sont retirés du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc.) ;
- verre.

Le démolisseur peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Le démolisseur peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

3° Le démolisseur est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

4° Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

5° Le démolisseur est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou dans toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet ou assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement du 1er février 1993 susvisé. Le démolisseur élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

6° Le démolisseur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

7° Le démolisseur est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

8° Le démolisseur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté pris pour l'application de l'article 14 du décret du 1er août 2003 susvisé. La communication de ces informations se fait au plus tard le 31 mars suivant l'année où ces opérations sont effectivement réalisées.

9° Le démolisseur fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

VU

pour être annexé à mon

arrêté en date de ce jour

Epinal, le 31 MAI 2001

Pour la préfète et par délégation,

Le secrétaire général,

Vincent BERTON

